

Des hommes, des femmes et des enfants à la rue chaque nuit. C'est inacceptable !

Tous les soirs, à Poitiers, des personnes dorment à la rue. Qu'elles soient françaises ou immigrées avec ou sans papiers. Qu'elles soient mineures ou majeures. Qu'elles soient célibataires ou en famille avec ou sans enfant. Qu'elles soient en demande d'asile ou pas. Et s'il n'y en a pas plus c'est uniquement grâce à la solidarité et aux réseaux des associations ainsi que des dizaines de personnes qui hébergent chez elles.

Les associations solidaires sont confrontées à un nombre croissant de situations difficiles et inacceptables concernant des familles de migrant-es.

Pas une semaine ne se passe sans qu'elles ne soient contactées par un-e voisin-e, une école et parfois des travailleur-euses sociaux désesparé-es et sans solutions.

Sans compter toutes les familles ou personnes migrantes seules en très grande précarité que nous ne connaissons pas.

Nous rappelons que le **dispositif légal et obligatoire d'hébergement d'urgence est mentionné au L.345-2-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles**, prévoyant que « toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence »

La préfecture est responsable de ce dispositif qu'elle finance et coordonne. C'est donc elle qui est garante du respect de ce droit fondamental.

Pourtant, elle exerce une pression très importante sur les personnes précaires et plus particulièrement les personnes de nationalité étrangère, qui ont pleinement droit à ce dispositif.

Il faut rappeler que la principale raison de la situation de blocage de l'hébergement d'urgence est due au refus quasi-systématique de la préfecture de régulariser ces personnes, les empêchant ainsi d'accéder à un travail et un logement durable (ceci malgré le nombre croissant d'emplois non pourvus).

Nous connaissons la clef pour arrêter ce cercle vicieux :
- la Préfecture doit faire respecter la législation sur l'hébergement d'urgence pour toutes et tous, et utiliser les capacités que lui donne la loi pour **permettre une stabilité des personnes, par la délivrance d'un titre de séjour avec autorisation de travail**. Ne pas laisser ces personnes dans la précarité c'est régulariser leur situation administrative et c'est les loger dignement.

Mais la situation des personnes migrantes est rendue toujours plus difficile par leur maintien dans un état de précarité totale. Pas de papier c'est pas de logement, pas de travail, pas de droits sociaux... La seule solution est la régularisation des celles et ceux qui le demandent et la liberté d'aller et venir en toute sécurité.

Il n'y a pas d'invasion

C'est bien la politique de fermeture des frontières qui pose problème et non la soi-disante invasion. Contrairement à ce que clame l'extrême droite (et pas qu'elle), les flux migratoires n'ont pas changé ces 50 dernières années. Ils représentent environ 3% de la population mondiale. Dans leur très grande majorité les migrant-es migrent dans leur propre pays (vers une zone moins dangereuse) ou dans un pays frontalier. Ce sont les pays dits en voie de développement qui accueillent le plus de migrant-es et non les pays dits développés comme ceux de l'Europe.

Ni mur ni barbelé

Aucun mur n'empêchera les migrations. Il ne fait qu'en rendre le coût humain et financier plus élevé. Aujourd'hui plus de 3 millions de français vivent à l'étranger. Ils peuvent aller et revenir sans difficultés. La réciproque doit-être possible. L'union européenne forte de ses plus de 500 millions d'habitant-es peut accueillir sans péril des hommes et des femmes, contraints de partir à cause des guerres, des persécutions, de la montée des eaux, de la famine ou qui veulent tout simplement changer d'air.

Le bouc émissaire

La recette est partout la même. La seule réponse des gouvernants face à la crise économique et aux sociétés qui vont mal c'est de désigner l'étranger comme responsable de tous nos maux. Il s'agit de détourner le mécontentement contre les migrant-es. Tout cela favorise la montée du racisme et des nationalismes pour en faire le fonds de commerce de l'extrême droite et du populisme.

Quels que soient sa nationalité, sa situation administrative, son âge, son genre, aucune personne ne doit se retrouver à la rue.